

Burundi : Washington salue la dernière intervention publique de Nkurunziza

@rib News, 21/02/2016 â€“ Source Xinhua L'envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs, Thomas Perriello a félicité dimanche le président burundais, Pierre Nkurunziza, pour sa dernière intervention publique en province de Cibitoke (Ouest du Burundi) dans laquelle il a condamné fermement la rhétorique "violente" et "haineuse". [Photo : M. Perriello et l'ambassadrice US au Burundi ont participé aux travaux communautaires aux côtés de Nkurunziza à Cibitoke le samedi 20 février 2016]

M. Perriello, dans un communiqué de presse publié dimanche après avoir assisté à cette déclaration publique du président Nkurunziza faite à l'issue des travaux communautaires pour ériger les fondations d'une nouvelle école locale, a précisé que les Etats-Unis ont accueilli aussi favorablement le fait que des sanctions exemplaires seront appliquées aux auteurs d'un tel langage. "Les Etats-Unis approuvent également la déclaration publique du président Nkurunziza selon laquelle, tous les Burundais, y compris ceux qui ont fui le pays, doivent participer au dialogue politique inclusif afin de tracer le chemin de paix pour le Burundi", insiste le communiqué. Les Etats-Unis ont salué également la décision gouvernementale autorisant la réouverture de deux chaînes de radios privées. En effet, vendredi dernier à Bujumbura, le président du Conseil National de la Communication (CNC), Richard Giramahoro, a présidé une cérémonie de relance des émissions de la radio ISANGANIRO et de la radio-télévision REMA FM, deux stations radiophoniques privées dont les installations avaient été saccagées au lendemain du coup d'Etat avorté du 13 mai 2015. M. Perriello a également demandé que cette réouverture soit accordée à toutes les stations de radios privées au Burundi ainsi que soient établies les conditions favorables pour le retour des journalistes indépendants. Pour M. Perriello, les prochains déplacements au Burundi du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Ban Ki-moon, et d'une délégation de plusieurs chefs d'Etat africains mandatés par l'Union Africaine (UA), prévus respectivement du 22 au 23 février, et du 24 au 25 février à Bujumbura, "attestent l'importance de faire rapidement un pas vers la réconciliation de tous les Burundais, indépendamment de leur orientation politique". La restauration de la paix nécessite un avancement immédiat, a-t-il martelé. Le gouvernement américain a demandé instamment au gouvernement burundais, de faire en sorte qu'au cours de période de valse diplomatique où il recevra des délégations de très haut niveau de l'ONU et de l'UA avant le sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) du 29 février prochain, de "ne pas rater cette occasion pour aller de l'avant sur la voie de la restauration de l'espace démocratique, de permettre l'entrée d'observateurs indépendants de l'UA, et de se mettre d'accord sur la reprise du dialogue régional". Pour M. Perriello, le temps est venu au Burundi, de "prendre des mesures concrètes" pour restaurer à la fois l'esprit et la lettre de l'accord d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi (AAPRB). L'accord d'Arusha ayant consacré le partage du pouvoir politico-militaire entre les deux principales ethnies burundaises (hutu et tutsi) dont les élites politiques respectives se sont battues pour l'accès au pouvoir depuis le lendemain de l'indépendance recouvrée en juillet 1962 jusqu'en mai 2008, a été signé le 28 août 2000 sous l'égide de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela.